

COMITE TECHNIQUE SPIP du 13.05.20 : Pourquoi la CGT ne siège pas

Depuis le début de la crise sanitaire, la DAP n'a cessé de ne pas être à la hauteur des enjeux sanitaires et de la protection des personnels et usagers de l'administration. Comme à son habitude, elle a porté son attention sur les établissements, oubliant très largement les SPIP dès lors qu'il s'agit de penser continuité de l'activité, sécurité et droit des agents. On constate en revanche actuellement qu'elle reprend conscience de notre existence dès lors qu'il s'agit de raboter RTT et congés annuels...

Depuis le début de la crise sanitaire, la CGT n'a eu de cesse que de chercher à instaurer un échange, avec l'administration sur tous ces sujets, mais n'a reçu que de brèves réponses évasives à ses interrogations. Quant au dialogue social, il s'est montré encore plus défaillant qu'à l'habitude : après plusieurs interpellations de l'administration demandant qu'une forme d'échange soit institutionnalisée, les élu.es CGT ont reçu une convocation le Jeudi 7 Mai pour un CTSPiP se tenant le 13 Mai, faisant fi de l'application des textes qui régissent cette instance... Mais surtout, sans aucun ordre du jour ni documents préparatoires !

Face à la demande des élu.es CGT, la DAP a finalement porté à notre connaissance les deux points qui constitueront l'ordre du jour : l'un sur les « stratégies de déconfinement au sein des services pénitentiaires », l'autre sur le calendrier concernant les mobilités de tous les personnels de l'AP.

Bien entendu, ces points seront évoqués « pour information ». La note DAP du 6 Mai a en effet été présentée en CTM et se trouve d'ores et déjà appliquée au sein des services. Et que dire de la place des dispositions prévues pour les SPIP dans cette note : 3 pages sur 26, à l'image de toute la considération qui nous est portée au sein de cette administration ! **Mais pendant que vous nous convoquez ce jour, les agents de certains services, dont le SPIP 59, l'un des plus gros de France, sont rappelés au pied levé, la veille pour le lendemain, à une reprise immédiate d'activité « classique » faisant fi de toutes les protections que la crise sanitaire actuelle exige ! Bel exemple de dérives laissant l'opportunité au virus de circuler tranquillement, grâce aux excès de zèle des directions locales et à l'attentisme de la DAP! On veut évoquer ici les « stratégies de déconfinement », quelle hypocrisie !**

Quant au calendrier RH, il ne concerne que très peu la filière insertion probation, et de toute évidence avait vocation à être examinée en CTAP qui se tient la veille du CT SPIP... Nous notons toutefois que la DAP va gérer plusieurs mobilités en même temps dans un calendrier très restreint, offrant aux personnels une période de vœux réduite à la portion congrue. Dans cette configuration, le maintien d'une période laissant au DFSPiP la possibilité de faire des entretiens de candidature sur des postes non profilés, reste un non-sens total et démontre s'il en était encore besoin à quel point la DAP se soucie de ses agents.

Rien par contre n'est prévu dans l'ordre du jour sur les missions du SPIP... Pas même sur la trame APPI modifiée en catimini pour y introduire des notions qui n'ont pourtant pas vocation à être obligatoires !

La CGT rappelle que, malgré les nombreuses stratégies élaborées entre l'administration et des OS peu concernées par les questions liées à la filière IP, l'instance du CT-SPIP est toujours vivante et qu'il serait de bon ton de l'utiliser à l'élaboration d'une réelle réflexion sur les politiques à mettre en œuvre en matière de probation.

Face au mépris et à la méconnaissance dont l'administration a fait preuve envers la filière insertion probation depuis le début de cette crise sanitaire, la CGT réaffirme la nécessaire création d'un service public autonome de la probation, indépendant de l'administration pénitentiaire, libéré des logiques sécuritaires et de gestion de flux déshumanisées de notre administration actuelle.

Les élu.es CGT du CT - SPIP refusent de servir de caution « sociale » à une administration qui maltraite ses agents à longueur d'année et ne présente aucun intérêt « de fond » pour la filière.